

# OMNES

## "LES NOUVEAUX INDICATEURS DE RICHESSE"

**Lundi 19 avril 2010**

Exposé de Yannick Roudaut, codirigeant d'Alternité, expert APM, auteur de l'Alter Entreprise (Dunod)

**M. ROUDAUT.** - Je vais vous parler d'un sujet complètement différent, bien qu'il soit en lien cohérent avec tout ce qui a été dit, dans une vision plus systémique de l'économie.

Ce que je retiens des deux exposés précédents, c'est qu'il faut ouvrir son champ de vision, sa capacité à évaluer les impacts collatéraux de toute activité économique, car, comme nous l'avons vu, la croissance ne se mesure pas uniquement par le PIB et il est donc temps de changer d'indicateurs.

Je vais vous parler de ces nouveaux indicateurs qui commencent à être intégrés par la finance, ce qui est source d'espoir. Dans tous les débats, au Grenelle ou au niveau des institutions internationales, une profession n'a pas été concertée : les financiers.

La finance reste dans sa bulle et son indicateur continue à être : "*J'investis, combien cela me rapporte*". Le monde financier reste dans une vision linéaire de l'économie et de la société. Cela nous a menés à la crise des *subprimes*, qui n'est que le début de ce qui nous attend, à savoir d'autres crises financières.

Comme l'a indiqué **Xavier Timbeau**, on est entré dans une période de forte volatilité sur les marchés qui va s'accroître, dans une zone d'instabilité et de turbulences. Il est absolument indispensable de sortir de cette vision linéaire de la finance pour avoir une vision systémique, donc de nouveaux indicateurs et de nouvelles manières d'évaluer les entreprises, si on veut aller vers et pérenniser une économie soutenable, puisque c'est la notion d'aujourd'hui, à savoir : comment valoriser et aller vers quelque chose de plus soutenable, en mesurant avec les outils dont on dispose, une économie pouvant être pérennisée dans les générations futures.

J'aime la phrase d'**Edgar Morin** qui synthétise assez bien ce qui a été dit par **Géraldine Thiry** et **Xavier Timbeau**, à savoir que nous sommes, en ce moment, à une période charnière et il faut donc tout repenser, qu'il s'agisse du PIB ou des effets collatéraux de l'activité économique. Ce qui est intéressant -et je partage tout à fait l'analyse d'Edgar Morin- c'est que cela a déjà commencé, dans la finance, pour une toute petite minorité, et dans la consommation. Les personnes se comportent différemment et commencent à avoir une vision systémique du monde dans lequel elles vivent. Elles sortent de la linéarité qui nous empoisonne la vie depuis trente ans et qui fait que nous allons de bulle en bulle et que nous allons sûrement vers une bulle financière qui va bientôt nous exploser à la figure car, si ce ne sont pas les dettes des pays, ce sera une autre bulle qui engendrera des problèmes extrêmement dramatiques au cours des prochaines années.

La situation commence à bouger et, dans la finance, on se rend compte que l'enjeu est colossal, car il y a un effet de levier extrêmement important sur la société. En effet, si les financiers changent de comportement, vous changez la phase du monde. Bien sûr, le consommateur détient un rôle extrêmement important et nous allons le voir, mais la finance est aujourd'hui le nerf de la guerre.

**Xavier Timbeau** a parlé de la dictature des marchés, nous y sommes presque arrivés aujourd'hui, car c'est bien le marché avec un grand M, qui fait la pluie et le beau temps. C'est lui qui exige de la Grèce qu'elle trouve des solutions en deux ou trois mois, alors qu'il faudrait cinq à dix ans pour restaurer la situation grecque, si ce n'est davantage.

Nous subissons une pression du marché telle, que si nous voulons que la situation s'arrange de manière plus positive et soutenable, il faut qu'il change de vision et adopte de nouveaux indicateurs et une vision systémique.

Comment cela se passe-t-il aujourd'hui sur les marchés ? Nous constatons l'apparition de parties prenantes, à savoir des acteurs qui commencent à changer de comportement, adoptent une vision globale et systémique de l'entreprise et sortent de cette vision linéaire, mais ils restent encore ultra-minoritaires.

Ce qui est intéressant, c'est que leur poids n'est pas du tout anodin. Ils sortent de la création de valeur purement financière. Nous avons parlé d'indicateurs de richesse, mais, en finance, il est question de création de valeur. Comme vous travaillez dans une grande entreprise, vous connaissez la création de valeur. C'est la dernière ligne du compte de résultat, le résultat net, à savoir combien on gagne.

Le reste, la valeur sociétale et environnementale, n'est pas du tout prise en compte dans la finance aujourd'hui, mais certains commencent à mettre le doigt dessus. C'est le cas de personnes qui ne sont pas totalement inconnues du monde, ainsi la femme que vous voyez à l'écran, au milieu, avec les lunettes, que vous ne connaissez sans doute pas, car elle a été très discrète ces quarante dernières années, est **Neva Rockefeller**, arrière-arrière-arrière-petite-fille de **David Rockefeller**, fondateur de la Standard Oil, devenue aujourd'hui Exxon.

Cette femme porte un véritable combat aux États-Unis qui commence à faire des émules, mais ce sont des signaux faibles. Ne sortez pas de la salle en pensant que tout va changer demain. Nous en sommes au tout début d'une histoire qui a le mérite d'indiquer que les choses peuvent changer. Nous constatons qu'une vision totalement différente de la finance et de l'économie est en train de se mettre en place, avec des personnes qui se servent de leur nom pour défendre le fait qu'il est temps d'adopter une vision systémique.

Exxon, puisque Neva Rockefeller est toujours actionnaire d'Exxon, doit changer de comportement et, enfin, prendre en compte dans son développement, les questions environnementales, ce que cette société n'a jamais faite pendant les trente dernières années. Son patron depuis trente ans, Rex Tillerson, est un pur financier, linéaire, avec une vision très simple de son métier : "*Lorsque j'investis un dollar, il faut que cela rapporte davantage*". Il ne va donc pas investir un dollar dans l'éolien, le photovoltaïque, la biomasse ou la recherche d'énergies nouvelles, car cela ne rapporte rien aujourd'hui à Exxon. Son discours est clair et simple.

Neva Rockefeller a créé un groupuscule, une fronde au sein du Groupe Exxon, fédérant quelques universités américaines et fonds de retraite partageant ces valeurs, qui veulent faire plier la politique d'Exxon et de **Rex Tillerson** vers une politique de développement plus respectueuse de l'environnement et du social, soit une vision commençant à reposer sur les trois piliers du développement durable : croissance économique avec un volet environnemental, social et la gouvernance, les relations actionnaires/partenaires/parties prenantes.

Il y a deux ans, lors d'une assemblée générale, Neva Rockefeller a interpellé le Président d'Exxon en lui soulignant qu'elle n'admettait pas qu'Exxon n'investisse pas 1 \$ dans les énergies alternatives, et demandant ce que deviendrait Exxon dans vingt ou trente ans. Le Président d'Exxon lui a répondu que cela faisait plus de 100 ans qu'Exxon versait un dividende à sa famille!

Nous voyons donc bien là le choc des cultures et le tournant de la société, avec deux visions radicalement opposées.

Neva Rockefeller lui a répondu : "*Monsieur Tillerson, en refusant, vous mettez en péril la réputation de l'entreprise, les générations futures et nos dividendes*". Or, le coût réputation est de plus en plus important dans l'économie.

C'est extrêmement intéressant, car, lorsque l'on parle de développement durable, on nous parle d'écologie, mais cela coûte cher et ce n'est pas rentable.

La question de Neva Rockefeller vise à ramener la durabilité ou le *sustainable* à la finance, car c'est l'avenir de la société civile qui est en jeu, mais également des sociétés cotées et de toutes les entreprises.

Il ne s'agit pas de faire de l'environnement uniquement pour sauver la planète, comme l'a indiqué Neva Rockefeller. Il faut le faire, car Exxon, dans trente, quarante ou cinquante ans (la famille Rockefeller a une vision très long terme) ne sera peut-être plus n° 1 mondial, s'il n'investit pas aujourd'hui dans cette voie.

Il s'agit donc de joindre la conviction et la nécessité économique, pour la pérennisation de l'entreprise. Les deux doivent être liés. Il ne s'agit de bâtir une société durable uniquement pour le bien-être de la planète, des animaux et de la biodiversité. Il faut que ce soit rentable et pérennisable, car, comme l'indiquent les Rockefeller et beaucoup d'investisseurs engagés -dont je fais partie-, nous n'avons pas le choix.

Il va falloir changer le modèle économique, si nous voulons pérenniser la planète, avec –vous en avez parlé– six milliards d'habitants aujourd'hui, qui consomment de plus en plus. Il va bien falloir pérenniser le système et il faut donc trouver des alternatives.

Au-delà des Rockefeller, d'autres acteurs engagés commencent à faire pression sur les sociétés cotées. Nous entrons, là, dans le monde des ONG, dont vous avez parlé, lesquelles commencent à s'inviter dans le débat actionnarial. Elles en étaient totalement absentes ces vingt dernières années. Elles étaient dans la rue, mettaient des banderoles devant les sièges sociaux, mais ne s'impliquaient pas en tant qu'actionnaires.

Or, il y a deux ans, **Amnesty international** a franchi une étape en créant *Share power*, un programme d'investissement actionnarial, pour prendre 10 000, 20 000, 50 000 \$, soit une petite part du capital d'une société cotée, l'idée étant de fédérer des investisseurs engagés (des universités ou des fonds de retraite partageant leur vision long terme et humaniste de la société) pour s'inviter aux assemblées générales, puisque, dès lors que vous possédez une action, vous pouvez aller voter.

Ils sont allés à l'assemblée générale de Dow Chemical et leur ont indiqué que cela faisait vingt ans qu'ils ne voulaient pas reconnaître leur responsabilité dans l'accident de Bhopal. Puis, ils ont apostrophé le Président de **Dow Chemical** et lui ont dit : "*Monsieur le Président, si l'eau de Bhopal n'est pas contaminée, prenez ce verre d'eau et buvez-le !*"

De nombreux médias américains étaient dans la salle –les ONG savent les mobiliser– et, en quelques secondes, l'image de Dow Chemical a été très entamée. Ce sont donc des millions de dollars qui sont partis en fumée. Les jeunes qui envisageaient de postuler chez Dow Chemical, vont peut-être envoyer leurs CV chez ses concurrents...

Dow Chemical, qui n'a pas encore une vision globale et systémique de sa responsabilité et de son développement, pensait qu'investir uniquement dans une image de chimie verte, donc dans de la communication, suffirait, mais les personnes demandent de la cohérence, car ils ont une responsabilité extrêmement forte et doivent donc avoir une vision durable et globale de la création de richesse.

Il ne s'agit pas uniquement de faire des bénéfices. Il leur est demandé d'enregistrer des bénéfices en respect de l'humain et de l'environnement, avec, en outre, une gouvernance exemplaire.

Voilà ce vers quoi nous allons aujourd'hui dans la finance, certes à un rythme un peu lent, mais qui existe. Ainsi, en France, une autre ONG a mis le doigt sur une question cruciale, à savoir la responsabilité des banques dans les dégâts climatiques.

Cette question est très peu posée sur la scène publique et très peu abordée dans la presse. Or, **les Amis de la Terre**, vieille ONG militante depuis une quarantaine d'années, a publié un rapport il y a deux ans indiquant que les banquiers étaient responsables de la dégradation de l'environnement. Nous passons donc de l'équation "*pollueurs/payeurs*" dont il est chaque jour question –Total a pollué, Total doit payer–, à l'équation "*financeurs/pollueurs/payeurs*".

Si cette équation se généralise dans le monde économique et financier au cours des prochaines années, les banques, dont l'image est déjà bien égratignée par la crise des *subprimes*, devront s'acheter une nouvelle crédibilité et se protéger contre le risque environnemental qui leur sera imputé. Elles vont donc changer d'attitude et faire également pression sur les entreprises afin que celles-ci ne financent que des projets respectueux de l'environnement et de l'homme.

Nous n'en sommes qu'au début, mais nous voyons aujourd'hui que **les Amis de la Terre** et autres ONG, ont réussi à faire plier la Société Générale qui voulait financer un barrage en Turquie qui allait noyer des villages qui auraient pu être classés par l'UNESCO.

La banque a été obligée de se retirer du financement du projet, car elle avait davantage à perdre en termes d'image et de réputation qu'à gagner financièrement.

Un autre exemple, celui de la papeterie construite à la frontière de l'Argentine et de l'Uruguay, pour laquelle ING Banque a dû retirer son financement, car les clients d'ING ont pris connaissance, via les ONG, de ce projet très polluant et ont indiqué à leur banque qu'il n'était pas admissible qu'un

établissement comme ING finance des projets verts en Europe et fasse n'importe quoi en Argentine ou en Uruguay !

Par ailleurs, un bras de fer est actuellement engagé entre la BNP et les Amis de la Terre concernant la construction d'une centrale nucléaire sur une faille sismique en Bulgarie. Nous entrons donc vraiment dans un débat nouveau.

Pour l'instant, la BNP fait la "sourde oreille" disant qu'elle ne finance que des études, qu'elle est une banque sérieuse et qu'elle ne va pas financer une centrale nucléaire sur une zone à risques, mais vous savez très bien que nous sommes encore dans cette logique : "*Cela peut me rapporter, je finance*". Une vision donc très linéaire, avec des œillères.

Aujourd'hui, quelques investisseurs commencent à faire bouger les choses. **Greenpeace** a ainsi lancé une campagne récemment pour dénoncer le fait que **Nestlé** utilise de l'huile de palme dans ses Kit et Kat. Le but de cette campagne est de dire aux consommateurs qu'ils sont en train de tuer des orangs-outangs. Je ne sais pas si vous avez vu les affiches de la campagne de publicité, mais la personne photographiée mange le doigt d'un singe et du sang coule de sa bouche. C'est assez brutal et dur, mais cela permet de bien faire passer le message que le moment est venu pour les entreprises de prendre conscience de leur responsabilité globale.

Je suis convaincu que nous entrons dans cette vision systémique de l'entreprise, ce qui se traduit, au sein de l'entreprise, par une responsabilité élargie. L'entreprise va, de plus en plus, devoir rendre des comptes à ses financiers, à ses actionnaires et au client final, sur toute la chaîne de production et d'élaboration du service ou du produit.

Aujourd'hui, Greenpeace -et demain peut-être vous en tant que clients–demandent à Nestlé ce qu'il y a dans le lait, d'où il vient, comment les vaches ont été élevées et comment l'agriculteur vit. Nous entrons vraiment dans cette vision très longue et globale de l'économie, ce qui n'était pas le cas il y a encore cinq ou six ans.

L'effet "crise économique" l'accentue, car nous nous rendons de plus en plus compte que la finance reste dans une vision ultra-courtermiste "*J'investis, combien cela me rapporte*", en se moquant éperdument des effets collatéraux de ses actions. Mais le moment est venu d'arrêter cette finance qui va trop loin. Pour avoir vécu dix-huit ans dans la finance, je les connais de l'intérieur et je sais qu'ils ne changeront pas si nous ne leur mettons pas des barrières.

Par contre, il sera extrêmement difficile de mettre en place une réglementation. Cela passe par le changement des comportements d'une poignée d'investisseurs qui, peut-être, feront "tâche d'huile".

Cela fait émerger une nouvelle forme de finance, la finance durable ou responsable, au sein de laquelle les personnes commencent à se préoccuper du sens donné aux placements. Nous sommes tous plus ou moins responsables du système dans lequel nous vivons.

Je ne vais pas parler d'écologie, mais uniquement de l'aspect financier. Si, aujourd'hui, il y a énormément de spéculation, ce qui débouche sur la crise des *subprimes*, génère des crises financières à répétition et va en générer d'autres dans les prochaines années, qui en sont les responsables ? On dira que c'est Goldman Sachs, Morgan Stanley et Merrill Lynch, etc. Cependant, si nous prenons un peu de recul, qui finance ces banques ? C'est nous tous, l'épargne mondiale et surtout celle des Occidentaux, sans oublier celle des Japonais et un peu des Chinois.

Notre épargne est donc quelque part à la base de tous nos problèmes actuels et si les choses changent, c'est parce qu'individuellement, les investisseurs prennent conscience de leur responsabilité systémique. Nous sommes un maillon de la chaîne et en investissant, nous cautionnons le système.

La problématique vient du fait que nous ne sommes pas habitués à demander de la transparence de la part de la chaîne financière et que nous investissons les yeux fermés, en nous préoccupant uniquement du rendement et de ce que cela va nous rapporter, comme tous les financiers que nous dénonçons.

Que s'est-il passé entre-deux ? Personne ne le sait, car il n'y a pas plus opaque que la chaîne financière. Demandez à votre conseiller clientèle ce qu'il y a dans vos portefeuilles et vous verrez qu'il sera incapable de répondre. Par ailleurs, nous ne nous préoccupons pas de savoir ce que nous faisons de notre argent.

Cette recherche de sens débouche sur une nouvelle approche financière qui fait des émules, pas uniquement parmi les petits investisseurs engagés, mais également parmi les grands, puisque CAAM, qui a fusionné récemment avec la filiale Gestion de la Société Générale, Amundi, a déclaré au lendemain de la crise financière, qu'il voulait être *leader* en France de l'investissement responsable, opposé à l'investissement irresponsable. Nous nous trouvons entre une finance aveugle et linéaire qui domine le monde depuis une trentaine d'années, l'approche anglo-saxonne depuis les années 1980 avec la libéralisation des marchés financiers et, aujourd'hui, une approche radicalement différente du "*Que fait-on avec votre argent ?*" qui adopte une vision la plus large possible et en calcule les effets collatéraux environnementaux ou sociaux.

CAAM n'est pas la seule. D'autres, comme les personnes du *private equity*, commencent à se poser des questions sur les effets collatéraux des investissements. Une fois encore, nous n'en sommes qu'au début. Nous entendons beaucoup de discours, mais, dans les faits, la situation évolue très lentement.

Il ne faut pas être très exigeant à court terme, car toutes ces grandes entreprises qui essayent de changer de comportement, font pour l'instant, le grand écart. Elles ont un pied dans la spéculation à Wall Street et un pied dans une finance plus durable. C'est un "petit pied", mais elles essayent de changer de l'intérieur et ce sera donc techniquement extrêmement long.

Vous connaissez la complexité des produits financiers. Il faut du temps pour les mettre aux normes responsables. Quoi qu'il en soit, nous assistons à l'émergence d'une finance plus durable et responsable, que nous pouvons appeler "investissement socialement responsable". Il s'agit, en fait, de la traduction financière du développement durable, complètement absente du Grenelle de l'environnement.

Qu'est-ce que cette finance verte ou responsable ? Lorsque vous investissez 1 \$ ou 1 € dans une entreprise, vous voulez gagner de l'argent comme tout le monde et il n'y a aucune honte à cela, car vous prenez un risque pour lequel vous êtes rémunéré et c'est bien normal, mais, en plus, vous vous préoccupez de l'aspect environnemental, social, et de la qualité de la gouvernance de l'entreprise.

Au lieu de vous contenter d'un filtre purement financier, accepté par tous, "*J'investis, combien cela me rapporte*", vous vous préoccupez des effets collatéraux : "*Oui, j'investis dans l'action Air France, je veux gagner de l'argent, mais je veux savoir comment Air France met en pratique une politique environnementale la plus optimale possible, quel est le climat social en interne, quelle est la relation avec les parties prenantes, les délais de paiement, etc.* "

Il s'agit donc d'adopter une grille d'analyse beaucoup plus large et complexe à mettre en pratique, mais plus proche de ce qui se faisait il y a cinquante ans, époque où l'on faisait preuve de "bon sens", lequel a été complètement perdu depuis les années 1990, car le culte du court termisme et de la rentabilité rapide nous a fait occulter les fondements de l'entreprise, qui étaient, certes, de pérenniser l'entreprise, mais également de rendre un service à la collectivité, en respectant l'homme et l'environnement, à savoir les patentes du XVIII<sup>ème</sup> siècle au Royaume-Uni pour créer une entreprise.

Ces trente dernières années, nous nous sommes seulement contentés du "*Il faut gagner de l'argent*"....

Comment s'organise cette nouvelle finance ? Vous faites des grilles d'analyse, par exemple pour les entreprises du monde automobile, avec une analyse financière pure et classique en haut -la société **Michelin** dégage-t-elle une bonne rentabilité ? oui ; **BMW** aussi ; **Scania** à peu près ; **Valéo** et **Volkswagen**, non– Cette grille financière, vous la croisez ensuite avec une analyse socialement responsable pour connaître la politique sociale, environnementale et de gouvernance de ces sociétés,

et vous tombez sur BMW et Michelin. De là à en déduire que sont des sociétés vertueuses, non, mais nous pouvons en conclure qu'elles font mieux que les autres.

En finance, on parle de *best in class*, soit "le moins pire". C'est mieux et nous encourageons les efforts dans ce sens.

L'intéressant, c'est que cette finance responsable essaie de tenir compte des contraintes de l'économie et de l'entreprise, au sens où il ne s'agit pas de mettre en place une finance purement et uniquement idéologique, car cela ne servira à rien. Elle doit être économiquement tenable.

Ainsi, certains investisseurs ISR vont très bien comprendre que nous ne sommes pas là pour condamner tous les licenciements et les restructurations, s'ils sont nécessaires. Il ne s'agit pas de faire de l'antilibéralisme ou de l'anticapitalisme, mais de savoir comment évoluer vers un capitalisme plus responsable et soutenable.

Cette finance responsable progresse, malgré la crise financière, avec la décollecte des fonds d'investissement et certaines SICAV qui ont disparu. Les chiffres ont doublé en deux ans, mais c'est "facile", puisque nous partons de zéro !...

Cette année, nous allons passer de 35 à 70 Md€ d'encours en France. C'est une goutte d'eau dans le monde de la finance. Pour vous permettre de comparer, l'assurance vie représente 1 200 Md€ en France. S'agissant de la finance responsable, nous en sommes à peine à une centaine de milliards.

Si nous élargissons le débat à une finance non ISR, mais déjà plus responsable, plus systémique et globale, le problème est qu'il existe des "guerres de chapelle" concernant les termes. Devons-nous parler de développement durable, d'investissement durable, d'investissement responsable, d'investissement socialement responsable ? !

Nous devons retenir -un calcul a été effectué par **Novethic**, le cabinet français spécialiste de ces données- qu'entre 2008 et 2010, nous sommes passés de 70 Md€ gérés de manière éthique à 2 600 Md€, soit un réel "boom", car les fonds de retraite, l'UNEDIC, l'ARRCO et l'État commencent à se rendre compte qu'ils ont un rôle d'exemplarité dans la finance et qu'ils doivent intégrer d'autres critères que les seuls critères financiers.

Cela rejoint la nécessité d'avoir de nouveaux indicateurs, car nous commençons à avoir une finance prenant en compte une vision plus large et ne se contentant pas uniquement de ratios financiers. Dans le monde bancaire, cela bouge tout doucement et c'est normal, car cela fait vingt ans que les banques gagnent beaucoup d'argent et elles n'ont pas envie d'en perdre. Il va donc leur falloir du temps pour changer de pratiques.

Une fenêtre de tir s'est ouverte en octobre 2008 et mars 2009 au pire de la crise des *subprimes*, durant laquelle certains modèles bancaires auraient pu être "cassés". Aujourd'hui, **Barack Obama** essaie de le faire avec **Paul Volcker** aux États-Unis, mais la fenêtre s'est refermée, car les marchés sont repartis à la hausse. Aujourd'hui, réglementer la finance mondiale va donc s'avérer extrêmement difficile.

La seule alternative est de créer de nouvelles banques, comme la toute petite banque néerlandaise bien implantée en Belgique, **Triodos**, qui part du principe qu'elle n'investit que dans des projets soutenable, pérennisables, durables, sur le plan social et environnemental et qui exclut tout financement de projets polluants, d'armement, de mines antipersonnel, d'élevages en batterie, soit, tout ce qui n'est pas supportable.

Pour les autres banques, il faudra peut-être attendre la prochaine crise et qu'elles soient tellement "mal" qu'elles ne pourront plus refuser des évolutions drastiques à la P. Volker qui demande que l'on "casse" le système bancaire en deux, comme cela s'était fait dans les années 1930, ou qu'on leur interdise une certaine forme de spéculation sur fonds propres.

Je passe très vite sur le fait que les financiers ne sont pas les seuls à faire pression sur l'entreprise comme sur les banques qui vont bientôt le faire pour des questions d'image et de réputation.

Le consommateur est également en train de changer ses indicateurs de choix et de création de richesse. En sortie de crise économique, ces « alter consommateurs » sont de plus en plus nombreux

à prendre en compte les facteurs éthiques et environnementaux. Le prix compte bien évidemment. Si vous faites un sondage dans la salle, vous vous apercevrez que les personnes veulent toujours le prix le moins élevé, c'est ce que l'on dit, écrit et entend, mais une catégorie de population est tout de même disposée à payer un peu plus cher pour bénéficier, derrière, de facteurs environnementaux, éthiques ou sociaux.

C'est rassurant par rapport à une entreprise comme la vôtre. Je suis convaincu qu'un jour – nous en parlions tout à l'heure avec **Jean-Denis Bour**– l'argument social – création et maintien de l'emploi – sera un argument commercial justifiant un prix plus élevé. Nous en sommes encore loin et il faudra du temps, mais cela finira par arriver, car beaucoup de personnes sont aujourd'hui en train de prendre conscience qu'en voulant les prix les moins chers, elles se "tirent une balle dans le pied".

Aujourd'hui, l'Occident est confronté à une crise économique extrêmement grave dont il sera extrêmement difficile de sortir, si nous n'abandonnons pas cette course au prix le plus bas. Il va falloir "sortir par le haut", d'une manière ou d'une autre, et cela rejoint l'économie environnementale et durable.

Ces consommateurs « engagés » ont une analyse du produit beaucoup plus durable et globale. Un sociologue français, **Éric Fouquier**, les a identifiés en 2000 et les a qualifiés d'« alter consommateurs », ceux qui veulent autre chose, car ils ont une vision très systémique de la situation. Ils passent leur temps à lire l'étiquette au dos du produit pour savoir d'où cela vient, comme cela a été fait, ce qu'il y a dedans et quels sont les impacts sur la société.

Ces alter consommateurs sont sortis de la linéarité et ont pris conscience que leurs actes individuels avaient un impact collectif sur le plan économique, social et environnemental. C'est extrêmement intéressant, car leur nombre est en train de grossir fortement.

Aux États-Unis, des études réalisées au début des années 2000, par les sociologues **Ray** et **Anderson**, montrent que 50 millions d'Américains sont dans cette mouvance intellectuelle, soit une philosophie de vie. Une étude en France concluait que 20 à 30 % des Occidentaux étaient dans cette recherche d'une analyse plus globale.

D'après les études de Fouquier réalisées en 2008, en pleine crise des *subprimes*, on aurait en France, aujourd'hui, une chance sur trois de s'adresser à des consommateurs qui ont ce questionnement. Cela ne veut pas dire qu'ils passent à l'acte. Il faut faire attention entre l'intention et le passage à l'acte. Il y a toujours un temps de réponse extrêmement long. En 2002, c'était 15 %, aujourd'hui, 33 %. Les produits éthiques, produits engagés, produits régionaux, produits de proximité, et ces produits porteurs de sens, sont des marchés qui se développent vite malgré des prix plus élevés.

Tout le monde peut en acheter, certes. Nous ne sommes pas des « bisounours », l'économie ne va pas devenir environnementale et sociologiquement responsable du jour au lendemain, mais les intentions progressent, et il y en a de plus en plus.

L'entreprise est donc sous les feux des actionnaires, bientôt des banques, et de la régulation européenne sur ces questions du "durable" et "environnemental". Demain, elle sera de plus en plus sous le feu des consommateurs, les clients finaux.

Aux États-Unis, les choses commencent à bouger, grâce à leur capacité à intégrer ces changements de société que nous avons plus de mal à intégrer aujourd'hui. **Walmart** (400 milliards de chiffre d'affaires, 1 300 000 salariés dans le monde), groupe américain pas vraiment réputé pour être socialement et écologiquement responsable, a annoncé en décembre 2009 qu'il passait à l'éco-conception et qu'il voulait devenir le premier marché vert dans le monde.

Ils ont compris qu'un marché se mettait en place, que l'économie changeait et que la vision systémique était en train de gagner les consommateurs américains. Ils le font par pur objectif de rentabilité et ne s'en cachent pas. Ils disent : "Les clients veulent être confessés quand ils viennent chez nous ? On va les confesser, on va leur vendre du bio, du vert. Ce n'est pas un problème pour Walmart !"

Ce qui est intéressant, c'est qu'à partir du moment où Walmart se lance, l'économie américaine va la suivre. Avec un effet domino colossal sur la chaîne de sous-traitants et d'approvisionnement. Ainsi,

70 000 fournisseurs de Walmart vont être passés au crible dans les deux années qui viennent : réduction des packagings, suppression des phosphates dans les lessives, suppression des engrais chimiques, réorganisation de la chaîne logistique et transport pour être *low* carbone. L'effet sera colossal !

Walmart n'est pas le seul. **Pepsi** a également pris conscience de ce changement radical de société, de cette vision plus globale et durable que le consommateur a de la marque. Pour la première fois depuis 23 ans, ils renoncent à financer le Super Bowl et vont investir cet argent dans les projets sociétaux de soutien à des associations. Car le consommateur demande que Pepsi soit une marque engagée, plus globale, plus respectueuse.

Pepsi a également annoncé qu'ils arrêtaient leurs grands panneaux publicitaires qui défigurent les centres-villes des États-Unis, car le consommateur n'en veut plus.

L'aspect consommateur est en train de changer beaucoup de choses. Tous les critères techniques dont on a parlé en première partie, sont en train de se traduire, dans la finance, par une approche différente de l'investissement et des comportements consommateurs plus globaux.

Cette finance durable, à mon avis, se met en place. Il faut souhaiter qu'elle aille suffisamment vite pour contrecarrer les excès de la finance qui a du mal à bouger. Mais on ne fera sûrement pas l'économie d'une nouvelle crise financière, avant que cette vraie économie, plus large, plus globale, plus responsable, n'émerge.